

## **Pas d'espoir sans perspective !**

**La lecture du projet de texte pour la conférence nationale me laisse sur ma faim. Le texte est confus, trop long, peu ouvert au débat, dès lors qu'il ne procède que par affirmations. La situation politique est complexe, les réponses le sont également. Le monde du travail et de la création souffre, le mouvement populaire est affaibli par les ravages causés par la domination du capital. Chacun(e) peut en témoigner. Dans le même mouvement, fortes sont les attentes. Alors les renvoie-t-on à plus tard ? Cette souffrance populaire peut-elle encore attendre des années avant qu'une éclaircie et un espoir se dégagent dans un univers encombré par les idées nauséabondes portées par l'extrême droite ? Sa présence à la tête du pays au printemps prochain n'est pas une vue de l'esprit, alors qu'elle est créditée, dans les sondages, de 24 à 28% au premier tour. Le moins pire serait-il de laisser Macron poursuivre son œuvre destructrice 5 années de plus ? La question est donc de savoir quelles initiatives peuvent prendre les communistes pour déjouer ce scénario mortifère, pour ouvrir la voie à une dynamique de luttes et de mobilisations populaires, pour créer les conditions d'un changement politique. C'est sur ces questions que nos concitoyens nous interpellent. C'est sur les réponses que nous apporterons que nous serons jugés. En un mot, sur notre capacité à contribuer utilement, par nos propositions, à nourrir le débat pour favoriser le rassemblement et ouvrir ainsi une perspective de changement.**

**Souvent, est soulignée l'importance du scrutin présidentiel dans la vie politique. En faire un grand moment de la vie démocratique du pays, c'est un pas que je ne franchis pas. C'est plutôt d'un verrouillage des institutions dont il faudrait parler. L'inversion du calendrier électoral a tout aggravé. À tel point qu'il est devenu le troisième tour de la présidentielle. Un mot, en incidente, sur ce sujet. J'ai lu qu'une candidature communiste serait le moyen de faire reculer l'abstention. Faut-il rappeler qu'au scrutin présidentiel de 2017, nous comptons 80% de votants et seulement 60% aux législatives ! Ne serait-il pas utile de rappeler ce que nous portons pour sortir de ce présidentielisme destructeur ? Au passage, indépendamment des propositions pour une VI<sup>e</sup> République, il fut un temps où nous demandions un septennat non renouvelable, idée**

**malheureusement abandonnée en cours de route. Le texte qui est soumis au débat indique, je le cite : « Ne nous laissons pas prendre au piège institutionnel qui réduit l'enjeu de la présidentielle à son second tour. » Certes, je ne conteste nullement que le premier tour puisse permettre de faire connaître le projet, en rupture avec les logiques capitalistes, que porte notre parti. Cependant, restons lucides. Les français, dans leur immense majorité, savent très bien que le second tour voit s'affronter les deux candidats arrivés en tête au premier. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, si une majorité de nos concitoyens sont convaincus, qu'en 2022, le second tour opposera Macron à Marine Le Pen, sans pour autant le souhaiter.**

**Dans ces conditions « pour sortir du piège », quelle autre voie y-a-t-il que celle consistant à jeter toutes nos forces dans la bataille pour construire pour les cinq années qui viennent une politique qui réponde aux aspirations qui montent dans la société ? Certains camarades font le constat que de toute façon les forces de gauche et écologistes gauche ne seront pas présentes au second tour et sont, de toute façon incapables de l'emporter. N'est-ce pas la situation d'impuissance dans laquelle elles se trouvent qui fait naître les doutes, voire le désespoir ? Le texte du Conseil national affirme bien l'ambition de changement pour 2022, mais sa lecture donne le sentiment que rien ne serait possible. D'une certaine manière l'alternative politique devait d'abord passer par le renforcement des positions de notre parti. La seule voie possible serait donc de décider dès le mois de mai de présenter un candidat communiste. C'est souvent au nom de « l'effacement » que la présence d'un candidat communiste est affirmée. Comme si l'affaiblissement de notre parti ne tenait qu'à notre présence à ce scrutin. Notre prochain congrès y reviendra sans doute. Mais comment ne pas évoquer ici les drames du XX<sup>e</sup> siècle qui ont durement affecté le projet communiste. On peut le regretter, mais force est de constater que cette réalité nous colle encore à la peau. Par ailleurs les tornades néolibérales des années 80-90 ont d'une certaine manière déraciné une implantation communiste. La reconstruction de proximité engagée depuis de longues années prend nécessairement du temps.**

**J'en reviens au projet de texte, pour noter une contradiction majeure. Avec cette candidature, il est proposé que se construise, avec toutes les forces de gauche et écologistes, en lien avec le mouvement populaire, et sur la base de mesures remettant en cause les logiques capitalistes, un pacte d'engagements législatifs communs pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale... ». Le bon sens devrait très naturellement conduire à proposer tout à la fois une démarche d'alliance et de coalition, dans la clarté d'un projet de rupture, liant intimement présidentielle et législatives. Pour ma part, je soutiens donc la proposition alternative, telle qu'elle est formulée, et figurant à la fin du projet de texte. Je ne sais pas si nous y parviendrons, mais tout doit être fait pour faire bouger les choses. Nous ne pouvons, nous résigner à devoir revivre le scénario de 2017, avec le pire à la clé.**